



# uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

## Revenu des paysans en baisse

# Le temps est venu de revendiquer ensemble des prix équitables

Juste 40'000.- par unité de main d'œuvre standard. Voilà ce qu'ont gagné en moyenne les familles paysannes en 2010. Sur treize mois, cela fait juste 3000 Frs. Cette baisse est essentiellement liée à la chute des prix aux producteurs. Ce chiffre place les familles paysannes parmi les très bas salaires suisses. Qu'attendent donc les organisations de défense professionnelle agricole pour réagir et revendiquer des prix équitables pour l'ensemble des produits achetés aux familles paysannes? Qu'attendent-elles pour user de tous leurs pouvoirs pour exiger et communiquer le 1 Fr par litre de lait et le 1 Fr par kg de blé? Qu'ont-elles à perdre? Que risquent-elles si ce n'est de retrouver une certaine crédibilité vis-à-vis de leurs membres? A 6 ou 7 Frs le kg de pain aux consommateurs, alors que le blé est actuellement acheté à 0.52 Fr le kg, la revendication n'est pas erronée et semble même suivre une certaine logique! Dans tous les cas elle serait comprise par la population.

D'ailleurs, cette dernière est en grande majorité acquise à la cause



et demande à ce que les familles paysannes soient encore là dans cinq, quinze ou vingt ans. Beaucoup de consommateurs seraient même prêts à payer plus pour autant que la plus-value revienne directement aux paysans. Personne ou presque ne souhaite véritablement l'industrialisation de l'agriculture, sauf la grande distribution qui utilise l'image d'une agriculture familiale dans sa communication sans vouloir mettre les prix pour la maintenir! Aujourd'hui, on en connaît les ravages sociaux, sanitaires et environnementaux que l'agriculture industrielle provoque. Or, sans prix équitables, c'est ce vers quoi la paysannerie suisse – et européenne – se dirige!

Pour ne pas en arriver-là, Uniterre appelle toutes les organisations à revendiquer des prix équitables, qui couvrent les frais de production et qui permettent aux familles paysannes et à leurs employés une hausse rapide des salaires afin d'assurer la pérennisation des entreprises et assurer des emplois sur tout le territoire, aujourd'hui, demain et après-demain!

L'agriculture est et restera un pilier économique important et surtout fondamental qui se doit d'être correctement défendu. Exiger ensemble des prix et plus d'emplois correctement rémunérés c'est assurer un avenir durable à l'agriculture familiale.

**C'est l'unique solution!**



### Mobilisations

Action de Berne  
Pages 2



### Politique agricole

PA14-17  
Pages 3



### Luttes paysannes

15 et 17 avril  
Pages 4 et 5



### Fourrages

Soja importé  
Pages 7 et 8

ACTION DU 4 AVRIL À BERNE

# Berne, un jour, une action pour de meilleurs printemps

Le clocher de la Cathédrale de Berne sonne dix coups en ce 4 avril. Sur son parvi arrivent des femmes, des hommes, des enfants, des vaches, des moutons et des poules. Ces familles sont parties tôt le matin, de toute la Suisse, en tracteurs, jeeps ou voitures. Toutes et tous, une bonne centaine au total, se sont donné rendez-vous pour ériger une ferme éphémère et asseoir des revendications importantes relatives à la politique agricole suisse, à la production laitière et aux grandes cultures (voir encadrés et page 3).

## Une action proche des consommateurs

L'action se voulait différente, visible et proche des consommateurs. A peine sur place, les producteurs se sont attelés à la construction de la ferme «de la cathédrale». En l'espace d'une bonne heure, cette dernière a vu le jour à proximité des commerces et des rues passantes. Des vaches, moutons et poules ont vite trouvé leurs repères à l'ombre du clocher. Des Hérens, des Rouges, des Noires, les cris du coq ainsi que les odeurs de soupe à la lentille genevoise ont attiré les passants. Une occasion pour entrer en discussion et distribuer des flyers. Le soutien de la population est marqué, mais la vulgarisation de dossiers aussi complexes que le marché laitier ou la politique agricole n'est de loin pas évidente, surtout quand il s'agit de l'exprimer en allemand!



## Politique laitière: solidarité européenne

Sur les flyers, des revendications importantes pour l'avenir des familles paysannes non seulement suisses mais également européennes. Des paysans d'Autriche et de France ont fait le déplacement pour témoigner et apporter leur soutien à la manifestation. La Présidente d'IG-Milch (Autriche) et quelques producteurs de l'APLI française ont tous deux rappelé que ce qui se passe actuellement en Suisse est dramatique pour toute l'Europe, car Bruxelles s'inspire de la Suisse pour gérer l'après quota planifié pour 2015. Ils ont donc rappelé l'importance que des voix s'élèvent en Suisse pour remettre en question le système suisse afin que l'écho des revendications d'Uniterre se fassent entendre jusqu'au Parlement européen.

## Une fin à la Bundesplatz

Partant du principe que l'écho est toujours plus grand entre les Parlements, les paysans ont choisi la Bundesplatz pour terminer la journée. Un défilé imprévu, avec le bétail, est organisé entre la Cathédrale et la place fédérale. Sur place, nous y avons symboliquement et pacifiquement déposé nos revendications afin qu'elles puissent être entendues par le plus grand nombre. Ce fût également l'occasion pour Kōbi Alt, un paysan-poète de la section zurichoise, d'entonner ses magnifiques textes à la fois critiques, poétiques et fortement emprunts de bon sens paysan. Une autre manière de faire passer des messages et de souder les troupes...car la lutte n'est pas terminée



## Une première, mais pas forcément une dernière...

Ce type d'action, à la fois spectaculaire et très proche des consommateurs pourrait être renouvelé facilement et de manière décentralisée dans différentes villes de Suisse. Il serait tout à fait envisageable que les sections d'Uniterre organisent et multiplient ce type d'événement dans leurs chefs-lieux ou lors de manifestations importantes comme des marchés ou autres festivités. Il serait également envisageable que de telles opérations puissent être menées avec d'autres branches agricoles ou d'autres acteurs de la société civile. Les élus locaux, surtout en année électorale, seraient sans doute très intéressés à soutenir ce genre de démarche! Profitons-en!

L'équipe qui a planifié l'action de Berne est à disposition des sections pour vous donner un coup de main au bon déroulement d'autres manifestations de ce type.

Nicolas Bezençon



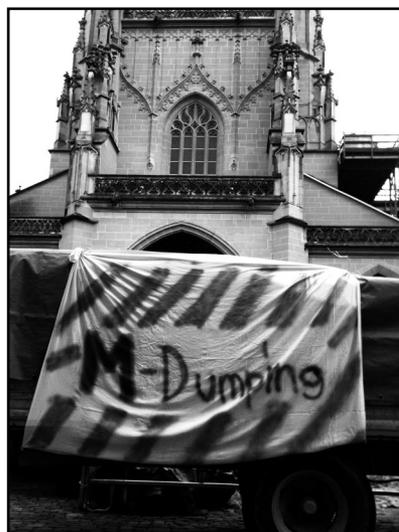
## SECTEUR LAITIÈRE:

**prix équitables et régulation en mains des producteurs**

L'action de Berne fut l'occasion de réaffirmer l'importance d'obtenir un prix du lait à 1 Fr/litre pour garantir des revenus décents et créer des places de travail dans le secteur de la production laitière suisse. Uniterre a revendiqué à Berne :

- 1 Fr/litre pour le lait de quotas « A » et le droit et la possibilité pour chaque producteur de renoncer à la production du quota « B » ou « C ».
- La force obligatoire au système de régulation flexible des volumes développé par la commission lait d'Uniterre, qui permettrait aux producteurs de couler un maximum de quotas « A » et de ne plus produire le lait à faible valeur ajoutée.

Uniterre a également affirmé que tant qu'il n'y aurait pas un système de régulation des quantités en mains des producteurs, il s'opposerait à toute forme de taxes prises sur les quantités de base pour financer l'exportation de surplus.



## GRANDES CULTURES:

**prix équitables et projet novateur pour soutenir les grandes cultures indigènes.**

Uniterre estime qu'au vu du faible poids du prix du blé dans le prix du produit final au consommateur, il doit être absolument possible de réévaluer le prix des céréales panifiables, tout en restant dans des prix acceptables par la très grande majorité de la population. D'après nos calculs, passer de 0.52 Fr/kg à 1 Fr/kg engendre une hausse de 24 Frs par an, soit l'équivalent d'une heure de travail pour une personne qui gagnerait 4400 Fr/mois. Sachant cela, Uniterre a revendiqué à Berne :

- 1 Fr par kilo de blé panifiable permettant de rémunérer correctement l'ensemble des personnes actives sur l'exploitation.

Afin de palier aux désintéret de la production des cultures fourragères suisses, aux problématiques liées à l'augmentation des importations de fourrage et concentré et à la surproduction laitière, Uniterre a revendiqué à Berne :

- 0.7 Fr par kilo pour les céréales fourragères afin de relancer la production indigène.

• Une taxation du fourrage commercialisé (suisse et importé) et la redistribution de cette taxe pour financer un projet global novateur: encourageant les céréales fourragères et les oléo-protéagineuses extenso ou bio (seuls programmes garantissant une provenance suisse et une plus-value économique), les prairies en montagne, les producteurs de lait ou de viande qui développent une filière «suisse» basée sur du fourrage indigène extenso et bio.

POLITIQUE AGRICOLE

# Nous voulons une vraie politique agricole!

Force est de constater que les projets de politique agricole se suivent... et se ressemblent. Nous pouvons tout à fait suivre l'argument de l'OFAG qui dit que PA 2014-17 n'est pas une révolution. En effet, une révolution de notre politique agricole aurait donné un nouvel élan aux familles paysannes, leur aurait permis d'espérer à des jours meilleurs, à être plus nombreux à travailler cette terre généreuse et à vivre correctement de ce noble métier. Las. Nous sommes loin du compte.



Les revendications d'Uniterre ont été lues symboliquement devant le palais fédéral à Berne le 4 avril dernier

Une fois de plus nous sommes consultés sur le pavé concernant la politique agricole, plus de 300 pages! Nous avons jusqu'à fin juin pour le lire et porter nos doléances à l'OFAG. Le jeu en vaut-il la chandelle? Devons-nous passer des heures à lire ces tristes pages et à s'entre-déchirer entre organisations agricoles, sectorielles etc. à savoir qui aura la plus grande part du gâteau? Rappelons tout de même que l'exercice précédent qui concernait PA 2011 a été une vraie farce démocratique. Même lorsque l'écrasante majorité des consultés s'opposait à une proposition, celle-ci était maintenue. Bons princes, nous allons nous soumettre partiellement à la tâche.

## Pas de souveraineté alimentaire au rabais

Dans le communiqué du Conseil fédéral lançant la consultation, il est annoncé que la souveraineté alimentaire était un des éléments clé de la politique agricole 2014-17. A y regarder de plus près, il n'en est rien! Et ceci pour les raisons suivantes:

La modification de la loi sur l'agriculture apportera une nouvelle phrase «les mesures de la Confédération se fondent sur le principe de la souveraineté alimentaire pour prendre en compte les besoins des consommateurs en produits suisses diversifiés, durables et de haute qualité». C'est résumer le concept de souveraineté alimentaire a bien peu de choses... et pour Uniterre c'est tout simplement inacceptable.

D'autant que le reste du projet propose des modifications qui entrent en collision frontale avec le concept de souveraineté alimentaire.

## Quels sont les points minimaux dont il faut tenir compte lorsque l'on parle de souveraineté alimentaire?

1. La priorité à la production locale pour nourrir la population (accès à la terre, aux crédits, à l'eau, aux semences - et donc renoncer aux OGM) ; le commerce international reste secondaire.

2. Le droit de produire des aliments et le droit des consommateurs de pouvoir décider ce qu'ils veulent consommer et de connaître l'origine et le mode de production.

3. Le droit de se protéger des importations à bas prix et le devoir de renoncer aux subventions à l'exportation.

4. Le droit à des prix agricoles liés aux coûts de production qui tiennent ainsi compte des réalités socio-économiques locales.

5. La maîtrise de la production pour éviter des excédents structurels.

6. La participation des populations aux choix de politique agricole.

7. La reconnaissance des droits des paysannes.

Dans le projet actuel modifiant l'article 2 de la loi sur l'agriculture en y ajoutant un alinéa 4 sur la souveraineté alimentaire, seul le point 2 de la définition de La Via Campesina semble être en partie respecté. **Tous les autres points**

**sont ignorés voire même bafoués par l'ensemble du projet PA 2014-17:**

- L'accès à la terre tout comme l'accès aux crédits risque d'être plus complexe en raison de modifications liées aux «unités de mains d'œuvre standards» et aux seuils limites pour être reconnu comme exploitation. La fin de l'échelonnement des paiements directs en fonction de la surface et des animaux tout comme la fin des limitations en fonction du nombre d'unités de main d'œuvre standards (UMOS) encouragera la course aux terres. (pour info, l'inexistence d'échelonnement dans la politique agricole commune européenne est l'un des aspects les plus controversés - 80% des paiements sont concentrés dans les mains de 20% des exploitations).

- Les traités que nous signons au niveau international restreignent chaque année un peu plus l'accès aux semences. Quant au moratoire sur les OGM, il arrive bientôt à échéance (2013) et les lobbys affûtent leurs armes.

- Le droit de se protéger de produits arrivant à trop bas prix est nié. Le Conseil fédéral laisse croire que les engagements commerciaux internationaux que la Suisse a signés sont irrévocables. C'est faux, les accords commerciaux sont renégociables, ils ne font pas partie du droit impératif international (Droits de l'Homme, de l'Enfant) qui lui devrait être inviolable...

- Quant aux prix liés aux coûts de production, le projet parle, par ex., d'une éventuelle hausse du prix du lait de 2 à 5%... (entre 1.2 et 3 cts) alors qu'il faudrait beaucoup plus pour atteindre 1 franc par litre (prix actuel entre 56 et 60 cts par litre) et voir poindre des perspectives d'avenir pour les fermes suisses.

- Rien n'est proposé pour maîtriser la production. Pourtant les années passées ont montré de manière exemplaire dans le marché laitier que lorsqu'on laisse faire la «main invisible du marché» dans une situation d'oligopole telle que nous la vivons en Suisse, les paysans en sont les premières victimes. L'État doit fixer des conditions cadres solides dans lesquelles les acteurs évoluent à «armes égales».

- Les paysannes, une fois encore, demeurent quantité négligeable dans le projet de politique agricole.

**Pour Uniterre, il ne s'agit pas d'ajouter simplement le terme de souveraineté alimentaire dans la loi**

**mais bien d'opérer une véritable réorientation de notre politique agricole. Donc...**

- tant que les prix aux producteurs ne seront pas équitables et ne permettront pas aux familles paysannes et aux employé-e-s agricoles d'être rémunérés dignement,

- tant qu'on parlera d'évolution structurelle de l'agriculture que dans l'optique de réduire le nombre d'exploitations et qu'on ne renversera pas le paradigme pour dire que plus d'actifs dans le secteur, notamment de jeunes, peu engendrer la prospérité,

- tant qu'on continuera à croire que grandir les structures est l'avenir de la paysannerie,

- tant qu'on ne facilitera pas l'accès aux crédits et aux terres pour les projets d'agriculture paysanne,

- tant qu'on continuera à signer des accords de libre-échange à tour de bras sans se soucier de l'impact pour nos agricultures respectives,

- tant qu'on contentera l'industrie en ne faisant rien pour juguler la surproduction,

- tant qu'on financera les exportations à coup de subventions à l'exportation déguisées,

- tant que la commission de la concurrence restera muette sur la concentration du pouvoir entre les mains de Coop et Migros,

- tant qu'on n'intégrera pas plus sérieusement les citoyens dans nos choix de politiques agricoles et alimentaires,

- tant qu'on fermera les yeux sur un projet politique mortifère,

- tant qu'on se contentera de «gérer le replis» plutôt que de «croire en l'avenir»,

**.... Uniterre n'acceptera pas que ce projet soit vendu sous le label «souveraineté alimentaire».**

### AG d'Uniterre le 10 juin 2011 à Salavaux

**Réservez d'ores et déjà votre journée!**

**Le matin: débat sur les cotisations à la défense professionnelle avec Claudia Schreiber, juriste.  
Après-midi: AG avec notamment la fixation des cotisations Uniterre.**

MOBILISATIONS DANS LE CADRE DES LUTTES PAYSANNES

# Pour la souveraineté semencière

Le 15 avril, en marge des célébrations de la journée internationale des luttes paysannes, la coopérative Longo maï a organisé un semi à la kleine Schanze en Ville de Berne, à deux pas du Palais fédéral. C'était l'occasion de remettre la pétition «Semer l'avenir. Récolter la biodiversité» qui a réuni 25'000 signatures en Suisse. Cette action faisait écho à une plus large mobilisation le 17 et 18 avril à Bruxelles. Uniterre était également présent à Berne.

Les participants à cette action, soutenus par des élèves de l'école Bioschwand, ont semé diverses variétés de céréales sur les plates-bandes de la kleine Schanze réservées à cet effet. Chacune des variétés avaient sa marraine ou son parrain tel que Michel Bühler ou Kobi Alt, chanteur et respectivement écrivain. Chaque prise de parole a été suivie par des intermèdes musicaux interprétés par Priska Wals, au cor des Alpes et par Steff la Cheff, jeune rappeuse.

Uniterre, portant également la voix de la Coordination européenne Via Campesina, a rappelé l'importance du maintien d'une diversité dans les semences qui sont source de vie. Elle est fondamentale pour notre alimentation, notre souveraineté alimentaire et le droit humain à l'alimentation. Il a affirmé la nécessité de défendre le droit des

paysannes et des paysans à obtenir des semences de leurs propres récoltes, de les reproduire, de les distribuer et de les commercialiser comme il est prévu dans le traité international des Nations Unies sur les semences.

### Mainmise des multinationales

Uniterre a tenu à rendre le public attentif au fait que près de 70% du marché international des semences est concentré dans les mains de 10 entreprises seulement. Celles-ci, en menant un lobbying de tous les instants, cherchent à modifier les lois européennes et suisses pour qu'elles puissent avoir encore plus de pouvoir sur les semences. Au fil des ans on voit disparaître les variétés reproductibles au profit d'une agriculture de plus en plus homogène ! Miser l'avenir de notre assiette sur quelques variétés est un pari éminem-

ment risqué. Ce qui se pratique encore dans certaines régions du monde pour sauvegarder et cultiver la diversité doit être reconquis ici.

### Pour une recherche publique

Uniterre a encore souligné l'importance de miser à l'avenir sur une recherche publique participative, indépendante, qui soit en mesure de répondre aux attentes des paysannes et des paysans en sélectionnant des variétés locales. Au delà de la recherche, il a estimé important que le public conserve un droit de regard sur les semences. Si les multinationales n'ont malheureusement aucun compte à nous rendre, les politiques sont eux, sensés, on l'espère, répondre aux vœux de la population. A nous donc de construire le rapport de force permettant de renverser la tendance à la mainmise sur le vivant !

*Valentina Hemmeler Maïga*

# A Plan-les-Ouates, l'imaginaire en friche!

A l'occasion de la journée internationale des luttes paysannes célébrée chaque année le 17 avril en mémoire de 19 paysans brésiliens sans-terre assassinés, des jeunes paysannes et paysans ont organisé une action spectaculaire de remise en culture des terres en friche.



En pleine zone industrielle, 3 hectares sont laissés à l'abandon depuis le milieu des années 90. Voici 15 ans que cela dure et, dans l'esprit de jeunes paysannes et paysans engagés, l'idée à germer de remettre en culture cette terre laissée à la spéculation.

C'est avec une énergie sans commune mesure qu'ils ont préparé cette journée, diffusant l'info dans divers réseaux locaux, nationaux et internationaux et préparant le matériel nécessaire au succès de l'événement.

A 11h, ce 17 avril, miracle, sous un soleil de plomb plus de 200 personnes sont rassemblées pour couper le ruban! Ni une ni deux, dix minutes après, une dizaine d'arbres fruitiers sont plantés.

Deux chaînes humaines s'organisent pour acheminer au milieu du champ palettes, poutres, plantons, semences, bottes de paille, tables, bancs, pic-nic, boissons diverses et variées.

Voici l'équipée qui s'organise de manière totalement autogérée. Certains vont racler la terre, bêcher puis semer salades, patates ou céréales. Un tracteur prépare aussi le terrain. D'autres s'attellent à construire une tour en bottes de paille alors que certains amènent un char sur lequel trône un four à pizza qui permettra de ravitailler ces valeureux travailleurs de la terre. Un jeune homme s'improvise animateur et tout au long de la journée annonce les événements: repas, semis, profil de

sol, concert, danse de la houe, goûter, assemblée puis soupe en soirée.

A n'en pas douter, près de 400 personnes, dont l'immense majorité sont des jeunes, ont foulé cette parcelle ce dimanche 17 avril. Cette terre reprend les couleurs de la vie, entourée qu'elle est par les industries de haute précision: Patek Philip, Rolex, Vacheron Constantin, etc.



Ce jour là, la lutte pour l'accès à la terre est passée de la théorie à la pratique et a confirmé qu'ici aussi il y a des sans-terre. Des jeunes qui souhaitent cultiver ce pays, qui sont persuadés que seule une agriculture avec plus de paysans pourra relever les défis de demain! Bravo à tous, que ces expériences perdurent et se multiplient!

A l'heure de mettre sous presse, le jardinage continue chaque jour à 18h et les dimanches dès 11h, avec brunch.

*Valentina Hemmeler Maïga*

Plus de photos, liens émissions et documents sur uniterre.ch

**Scandale : Les grands distributeurs Coop et Migros empêchent les consommateurs genevois d'acheter des produits régionaux équitables!**



Le 15 avril, la section genevoise d'Uniterre a érigé un mur symbolique de briques de lait devant une succursale de la Coop à Genève pour dénoncer le scandale de ces grands distributeurs! Fort heureusement un certain nombre d'épiceries et Manor défendent la liberté de choix des consommateurs et l'avenir de la production laitière locale.

Au printemps 2010, les producteurs de lait genevois ont lancé avec l'appui des Laiteries Réunies le premier lait équitable de Suisse. Il s'agit du lait genevois labellisé GRITA, payé 1.- Fr/litre au producteur. Ce lait équitable de proximité est aujourd'hui vendu dans une quinzaine de commerces. C'est une belle histoire d'une rencontre entre producteurs et consommateurs et un succès commercial. En effet de 2000 litres mensuelles vendus en avril 2010, nous sommes passés aujourd'hui à 55'000 litres mensuelles une année après son lancement. Une seule ombre au tableau: Les principaux grands distributeurs ne veulent pas accepter de payer un prix rémunérateur aux producteurs et privent ainsi les consommateurs de leur liberté de s'approvisionner avec un produit local et équitable.

Avec un prix de lait autour 60 cts/litre, la production laitière de qualité en Suisse est menacée, les producteurs ne couvrant pas leurs coûts de production. Ainsi l'année passée plus de 1'000 exploitations laitières ont disparu en Suisse. Cette politique d'achat de Migros et de Coop est en totale contradiction avec le message publicitaire de responsabilité et d'engagement en faveur d'une production durable, locale et paysanne véhiculé par ces distributeurs. Cette pression sur les prix se fait sur le dos des familles paysannes, du bien-être des animaux, de l'environnement et de la qualité des produits.

L'intégralité du communiqué de presse est à lire sur uniterre.ch

## BAUERNKAMPFTAG-AKTION 2011 IN WINTERTHUR

**Bauern fordern zukunftsfähige Landwirtschaft: rund 40 Bauern und Interessierte haben sich am 17.4. mit dem Winterthurer Stadtrat Matthias Gfeller zum Gespräch getroffen und ihm ihre Forderungen übergeben, um anschliessend nach einem bunten Umzug an den Stadtrand mit Hacke und Setzlingen zur Pflanzung zu schreiten.**



Die Schar marschierte durch Winterthur

Anlässlich des internationalen Bauernkampftags versammelten sich am 17. April rund 40 Bäuerinnen, Bauern und SympatisantInnen in der Winterthurer Altstadt und übergaben dem Stadtrat, vertreten durch Dr. Matthias Gfeller, einen bunten Strauss von Forderungen für eine zukunftsträchtige städtische Landwirtschafts- und Kulturlandpolitik.

Die gegenwärtige Praxis und Strategie der Stadt in diesem Bereich lässt sehr zu wünschen übrig: Ganz dem gängigen Wachstumsdogma verpflichtet, will die Stadt die landwirtschaftlichen Betriebe auf rund 50 ha vergrössern und vornehmlich Viehwirtschaft betreiben lassen. Dazu wird unter anderem Pachtland von privaten zu den städtischen Pachtbetrieben umgeschichtet. Gleichzeitig werden in Winterthur Pünten und Grünflächen für Baulandreserven aufgehoben und Land an den meistbietenden Investor verkauft. Illegale Lagerplätze auf Landwirtschaftsland werden jahrelang toleriert und es werden grosszügig Golfplätze bewilligt. Allein auf der Fläche der Anlagen in Stadel, Rossberg-Kyburg, Winterberg und Nürensdorf könnten beispielsweise jene 5000 Tonnen Kartoffeln angebaut werden, die derzeit aus Ländern wie Ägypten importiert werden.

Die Bäuerinnen und Bauern von Uniterre haben andere Ideen, wie eine zukunftsträchtige Landwirtschaftspolitik für eine Stadt wie Winterthur aussehen soll. Bezug nehmend auf den Weltagrarbericht und das weltweit verankerte Konzept der Ernährungssouveränität fordern sie von der Stadt Winterthur:

- Kulturland soll für Landwirtschaft und Pünten bewahrt statt zu Baulandreserven, Sportplätzen und illegalen Lagerplätzen zweckentfremdet werden.

- Die stadtnahe Nahrungsmittelproduktion soll gefördert werden z.B. mit Unterstützung von Vertragslandwirtschaftsprojekten und Gemeinschaftsgärten, d.h. eine echte lokale Selbstversorgung der

Stadt angestrebt werden.

- KonsumentInnen sollen miteinbezogen werden, z.B. mit einem Runden Tisch für Versorgungs- und Ernährungsfragen und eben durch Mitwirkung in Produktions- und Vertriebs-Gemeinschaften und -Netzen.

- Mehr Bäuerinnen und Bauern und Gärtnerinnen und Gärtner statt weniger.

Stadtrat Gfeller legte die Sicht der Stadtregierung dar, in der stark die verschiedenen politischen und wirtschaftlichen Interessen zum Ausdruck kamen. Er bemerkte aber auch, dass mit den tiefen Preisen die Nahrungsmittel viel zu wenig wertgeschätzt werden, und betonte die entscheidende Rolle der Konsumenten. Er wies in diesem Zusammenhang darauf hin, dass die Versorgung mit ökologischen Nahrungsmitteln durch die Bioläden in Winterthur schweizweit eine der besten sei. Daraufhin entwickelte sich mit den anwesenden PassantInnen und KundgebungsteilnehmerInnen ein lebhaftes und kontroverses Gespräch zu den Themen Zahlbarkeit qualitativer Nahrungsmittel, Selbstversorgung durch Viehwirtschaft und Gemüse-Anbau, ökologischer Platzierung und Bewirtschaftung der Pünten, Anzahl und Grösse stadteigener Betriebe etc.



Nach einem gemeinsamen Lied, zu dem der Bauern-Liedermacher Köbi Alt angeleitet hatte, überreichte Uniterre zur Untermauerung ihrer Botschaft Stadtrat

Gfeller schliesslich einen grossen Korb lokales Bio-Gemüse.

Dann marschierte die bunte Schar begleitet von einem Schilter-Landwirtschaftsfahrzeug mit Heuanhänger, Hacke, Setzlingen und Transparenten stadtauswärts nach Stadel, um von Golfplätzen und illegalen Lagerplätzen auf Kulturland einen Augenschein zu nehmen. Einen Besuch stattete der Zug auch jenen Pünten ab, die verlagert und redimensioniert als «grüne Ueberdeckung» auf einem Mülldeponie-Berg (der Deponie Riet) neu eröffnet worden sind.

Die Betreiberin der Golf-Drivingsgrange in Stadel nahm unser Angebot für eine Randbepflanzung aus Salat zwar entgegen, lehnte es aber dann höflich ab. Somit zog der Umzug weiter und pflanzte schliesslich als Ersatz auf einem freistehenden Stück Acker am Stadtrand in Wallrüti ein Gemüsebeet, herzlich empfangen und grosszügig bewirtet von den Anwohnerinnen und Anwohnern, die dieses bewirtschaften.



Anbau von Gemüse auf einem freistehenden Stück Acker am Stadtrand in Wallrüti

Mit dem Bauernkampftag gedenkt Uniterre zusammen mit anderen Organisationen der internationalen Bäuerinnen- und Bauernbewegung Via Campesina einer Gruppe landloser BäuerInnen, die vor 15 Jahren von der brasilianischen Militärpolizei ermordet wurden.

Die Bäuerinnen und Bauern von Uniterre sind über den Verlauf der Aktion erfreut, und warten nun gespannt auf die Reaktion des Winterthurer Stadtrats.

*Fabian Brandenberger und  
von Manuel Ott, Uniterre Sektion  
Zürich*

**Metrabol**  
Bolus après-vélage  
Nettoyage et tonus

**Taritral**  
TARIR avec la nature  
sans antibiotique

**Ovulitral**  
Le geste  
FERTILITÉ

LGC SA  
1627 Vaulruz

www.altagenetics.ch 026 913 79 84

SEKTION ZÜRICH

# Vom Versuch dem Wort Ernährungs-souveränität ein klares Profil zu geben

Die Uniterre Sektion Zürich lädt ein zum Podiumsgespräch. 28. März 2011 in der Landwirtschaftsschule Strickhof in Winterthur



Samuel Spahn (Biobauer Uniterre), Hanspeter Spörri (Moderator, Chefredaktor «Der Bund»), Maya Graf (grüne Nationalrätin) und Hansjörg Walter (Präsident Schweizerischer Bauernverband)

Nachdem mittlerweile einige Zeitungen total unterschiedlich über diesen Anlass geschrieben haben, kam bei mir die Frage auf, ob wir tatsächlich alle am selben Podium dabei waren. Drum habe ich mich entschlossen, meine ganz persönliche Sicht wiederzugeben.

Begriffsklärung war uns vom Vorbereitungssteam ganz wichtig. Alle verwenden heute den trendigen Symbolbegriff. Was aber meint der SBV, was die Grünen wirklich, wenn sie ES psalmodieren? Was verstehen sie je unter diesem Begriff?

In der Bauernzeitung ist tags drauf zu lesen, im Grundsatz herrsche Einigkeit,

doch der Teufel stecke im Detail. Ich sage: Der Teufel steckt überall und es ist schwer, ihn an den Hörnern zu packen. Um den kommunikationsgeschulten Profi-Podiumsteilnehmern keine Bühne für ausschweifende Selbstdarstellungen zu bieten, haben wir einen professionellen Moderator angeheuert und unsere eigenen Fragen präzise gestellt.

Der Abend wurde durch eine sehr gekonnte Darlegung des Via Campesina Verständnisses von Ernährungssouveränität (ES) durch Ulrike Minkner eingeleitet. Klar, dicht, verständlich, sympathisch.

Dann übernahm der Moderator, erinnerte gleich eingangs an den Plan Wahlen und machte damit das Scheunentor so weit auf, dass Wildblumenessen, Nachhaltigkeit und sozialverträglicher Strukturwandel blumig, geschliffen und mit allen Rhetorik-Kniffen versehen durchfahren konnten. Ich hab ein Bisschen Blut geschwitzt, bis zum Punkt, wo unser Bauer Sämi quasi auf den Putz und auf den Tisch gehauen hat. Sehr anständig zwar, aber wohlthuend klar, mutig und emotional. Maya Graf und Hansjörg Walter versuchten unterschiedlich geschickt auf den Karren aufzusitzen. Die Publikumsreaktionen zeigten eindeutig, dass die anwesende Bauernschaft nicht bereit ist, Vorträge und Erklärungen anzuhören. Für mich war der Abend gerettet. Er hat gezeigt, dass mit ES kein Politmarketing mehr gemacht werden kann, wenn kritische Bäuerinnen aufstehen, das Wort ergreifen und ihren eigenen Standpunkt vertreten.

Rudi Berli's Interview im Schweizer Bauer anlässlich der Aktion Bern war dann zusätzlich Balsam auf meine Seele. Wir haben erkannt, dass wir uns ES als Begriff zurückerobern müssen und können. Wir haben die nötige Wut dazu im Bauch, hoffentlich genügend Durchhaltekraft und halt einfach ein globales global solidarischer Konzept.

Köbi Alt, sektion ZH/Wint-Uniterre

## LETTRÉ OUVERTE

# Que se passe-t-il à l'USP ?

Lettre ouverte adressée à M. Hansjörg Walter (conseiller national, UDC, TG) et Jacques Bourgeois (conseiller national, PLR, FR), président et respectivement directeur de l'Union Suisse des Paysans.

Messieurs,

Voilà trois ans que l'inactivité et la passivité de l'USP concernant l'organisation du marché suisse du lait laisse perplexe de très nombreux producteurs. En effet, l'Union n'a rien fait pour ses membres, si ce n'est sa participation à la création de l'interprofession du lait (IP Lait), au sein de laquelle, elle a officié en tant qu'arbitre. C'est un comble pour l'organisation faitière des paysans suisses réduite ainsi au silence, alors que les producteurs perdent quotidiennement des parts importantes de leur revenu depuis deux ans.

Il y a deux semaines, après le débat sur la motion Aebi au Conseil des États, il semblerait que vous vous êtes livrés à du lobbying aux côtés de l'industrie

laitière auprès des sénateurs contre la motion Aebi et pour une solution qui ne résoudra pas les problèmes à terme. Vu cet acte, perçu comme une trahison par bon nombre de producteurs de lait, je prends la liberté de vous poser les quatre questions suivantes:

1. En tant que hauts responsables de l'agriculture suisse, ne pensez-vous pas qu'il y a des principes fondamentaux, comme la maîtrise de l'offre des produits agricoles par l'agriculture, avec lesquels vous ne devriez jamais transiger?

2. Ne craignez-vous pas que lorsque la motion Aebi aura été écartée, l'IP Lait poursuivra ses pratiques actuelles qui consistent à éviter toute maîtrise de l'offre du lait sur le marché et à faire porter les frais d'écoulement des surplus de beurre à tous les producteurs, dont en particulier à ceux qui ne portent

aucune responsabilité dans cette affaire?

3. Estimez-vous qu'il est correct de votre part, d'agir en faveur de vos producteurs régionaux de quantités supplémentaires de lait au détriment de tous les autres producteurs suisse de lait (85%)?

4. Si votre action est motivée prioritairement par votre souci d'être réélu cet automne, ne serait-il pas plus sage de laisser votre place à la tête de l'USP à des gens prêts à servir l'intérêt agricole général de manière transparente et sans compromission?

Je vous remercie d'avance de vos réponses.

Romain Beuret, Ing. Agr. Dipl. EPFZ

## Brèves de la Souveraineté alimentaire

Une formation interne et bilingue d'une journée a été organisée le 18 mars à Salavaux sur la souveraineté alimentaire. Une vingtaine de producteurs ont approfondi les enjeux d'une politique basée sur la souveraineté alimentaire. Un premier atelier à l'échelon de la ferme a permis d'identifier des leviers intéressants, comme

- la création d'alliances avec des artisans locaux, meuniers et boulangers pour les céréalières par exemple;
- une meilleure communication pour revendiquer la plus-value du savoir-faire paysan (envers les consommateurs; au niveau paysan; dans les réseaux écologiques pour un partenariat plus égalitaire);

- une diversification des modes de vente directe;

- la maximisation des circuits fermés et la production d'énergie à la ferme.

Un deuxième atelier a traité des outils au niveau local et cantonal. C'est en effet à ce niveau que la marche de manoeuvre paraît la plus grande. Les dispositions législatives cantonales ont été passées en revue et comparées. Puis les réseaux entre les sections d'Uniterre et les autres acteurs alliés pour la souveraineté alimentaire ont été évalués. Ainsi plusieurs pistes d'actions et de projets ont été ébauchés. La création de plateformes régionales sur la souveraineté alimentaire en est un élément clé.



La 2ème réunion de la plateforme nationale le 12 avril a consolidé les critères fondamentaux de la SA et planché sur les différents outils politiques, les freins et leviers au niveau national. Plusieurs pistes intéressantes ont pu être dessinées (des projets avec des écoles pour redonner sa juste valeur à l'alimentation, à titre d'exemple). La création d'un site internet de la plateforme pour une meilleure communication est à l'étude. La délégation suisse pour le forum européen Nyeleni passera par la plateforme. Les paysans sont appelés à s'inscrire pour cet événement incontournable du 16-21 août en Autriche.

Pour en savoir plus: uniterre.ch

IMPORTATION DE FOURRAGES

# Futtermittelproblematik und bäuerliche Landwirtschaft

Die bäuerliche Landwirtschaft definiert sich als eine bodenabhängige Kreislaufwirtschaft, die mit den lokal vorhandenen Ressourcen möglichst im Einklang mit der Natur gesunde und vielfältige Lebensmittel für die Menschen vor Ort produziert. Durch die Industrialisierung und Spezialisierung durch wirtschaftliche Zwänge entfernt sich heute auch die Schweizer Landwirtschaft immer weiter von diesem Ideal.



Soja fördert die Landflucht und bringt die Leute dazu, auf Müllhalden zu arbeiten und zu leben (Asuncion, Paraguay)

Die Tendenz zur Aufgabe des traditionell gemischten Betriebes mit Ackerbau und Viehzucht führt zu vermehrtem Fremddüngereinsatz und zu einem verminderten Anteil an Kunstwiesen innerhalb der Fruchtfolgen von viehlosen Landwirtschaftsbetrieben mit negativen Folgen für die Bodenfruchtbarkeit und vermehrtem Unkrautdruck. Auf der anderen Seite stocken viele Viehzuchtbetriebe ihre Bestände auf und arbeiten mit immer weniger eigener Futtermittelbasis. Was bei Schweinen und Hühnern schon länger der Fall war, wird auch in der Rindviehhaltung Realität: Die Tendenz zu einer «hors sol-Produktion» von Milch und Fleisch.

Besonders bedenklich und schon öfter von Konsumentenschutzseite bemängelt, ist die steigende Abhängigkeit von importierten Eiweissträgern, vor allem von Soja, das vor allem aus Brasilien eingeführt wird. Diese Abhängigkeit steigt aber nicht nur durch vermehrte Nachfrage nach Eiweiss sondern auch, weil Soja immer mehr andere Proteinträger ersetzen musste. So bedeutete das Fütterungsverbot von in- und ausländischem Tiermehl im Zuge des «Rinderwahnsinns» den zusätzlichen Import von gegen 100'000 Tonnen Soja. Anstatt die Schlachtabfälle als wertvolle Futtermittelkomponenten für Nicht-Wiederkäuer und Dünger im Kreislauf zu behalten, werden sie heute in den Öfen der Zementindustrie vernichtet. Auch das Fütterungsverbot von Restaurantabfällen an Schweine ab Juli 2011 als Angleichung an EU-Richtlinien wird 10'000 Tonnen brasilianische Soja mehr in Schweizer Schweinemägen bedeuten.

## Die Nachfrage nach Soja steigt und steigt und steigt

Dennoch können diese beiden Tatsachen die Verzehnfachung der Sojaimporte in der Schweiz in den letzten zwei Jahrzehnten nicht erklären. Eine von Greenpeace in Auftrag gegebenen Studie von Agrofutura zur Sojaproblematik kommt zum erstaunlichen Schluss, dass 40% der Soja in der Rindviehhaltung verbraucht wird. Rinder und Kühe konsumieren somit mehr Soja als die traditionellen Körnerfresser wie Hühner oder Schweine. Dafür ist sicher auch eine Zucht verantwortlich, die einseitig auf eine hohe Milchleistung fixiert und nicht primär an einer möglichst effizienten Umwandlung von vorhandenen Raufutterflächen in Milch interessiert ist. Der Wiederkäuer Kuh wird so sprichwörtlich zur Sau gemacht, wie es der Schweizer Weidpapst und SHL-Professor Peter Thomet einmal formuliert hatte. Wurden 1999 noch durchschnittlich 420 Kilogramm Kraftfutter pro Milchkuh verfüttert, stieg dieser Wert im letzten Jahr auf 800 Kilogramm. Dies bedeutet fast eine Verdoppelung in einem Jahrzehnt.

## Ernährungssouveränität oder internationale Arbeitsteilung?

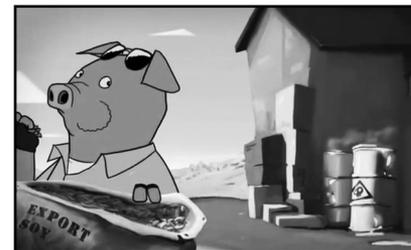
Wersich also als bäuerliche Organisation den Kampf für Ernährungssouveränität auf die Fahnen schreibt, kommt um eine selbstkritische Auseinandersetzung mit der Futtermittelproblematik nicht herum. Vor allem auch, weil unsere Nachfrage nach brasilianischem Soja 100'000 Hektar besetzt in einem Land, wo Millionen Landloser um den Zugang

zu Land kämpfen, um zumindest sich selber ernähren zu können. Es ist nicht kohärent, auf der einen Seite berechtigt die Agrotreibstoffproduktion zu geisseln und bei der Soja die Augen zu schliessen oder auf Labels zu setzen, die einer ständigen Greenwash-Kritik ausgesetzt sind, wie beispielsweise der Runde Tisch für verantwortungsvolle Soja, der vom WWF initiiert und vom SECO mit öffentlichen Geldern gesponsert wurde. Innerhalb dieses Runden Tisches gibt es verschiedene Linien, eine strengere mit den sogenannten Basler Kriterien, die Gentechfreiheit verlangt, aber auch eine sehr lasche, die erstmals den Anbau einer Gentechpflanze als nachhaltig und verantwortungsvoll zertifiziert. Dies verwundert nicht, wenn man bedenkt, dass die Agroindustrie an diesem Runden Tisch mit Giganten wie Monsanto, Syngenta oder Cargill sehr prominent vertreten ist, kleinbäuerliche oder indigene Organisationen aber fehlen. Der Inlandanteil an den Eiweissträgern in den Futtermischungen beträgt um die 20% in der konventionellen Landwirtschaft, während im biologischen Landbau gar nur 3% der Proteine für das Kraftfutter in der Schweiz angebaut werden. Laut Hansueli Dierauer vom Fibl in Frick versucht man im Biolandbau aber, die Soja von möglichst nahe zu importieren. Allenfalls wird die Biosoja demnächst aus Österreich kommen. Die 30 Hektar Schweizer Biosojaanbaufläche reichen hingegen nicht einmal aus, die Inlandnachfrage der Biotofureien zu decken. Aber auch diese Idee bedeutet nur eine Verschiebung des Problems. Denn woher werden die Biofuttermittel für unsere österreichischen KollegInnen kommen, wenn diese ihre Sojaernte in die Schweiz verkaufen?

## Zertifizierte Soja aus Brasilien als Lösung?

Als nationaler Ableger des Runden Tisches für verantwortungsvolle Soja wurde in der Schweiz das Sojanetzwerk gegründet. Daran beteiligt sind WWF, COOP, Migros, einige Grossmühlen wie fenaco, UFA und einige Sojaimporteure und Verbände und Produzentenorganisationen wie der SBV, die IP-Suisse, Bio Suisse oder Swisspores. Laut Paul Klemenz, Eiweissverantwortlicher von fenaco, wurden 2010 etwa 280'000 Tonnen Soja importiert. Fast 100% kommen aus Brasilien, weil in den anderen wichtigen Anbauländern (USA und Argentinien) fast ausschliesslich nur

noch GVO-Soja angebaut wird, «und Brasilien somit der einzige Grossproduzent ist, von wo gentechnisch nicht veränderte Soja noch zu einem vernünftigen Aufpreis, in guter Qualität, regelmässig und in genügender Menge käuflich ist.»



© Monkeybizniz. Bilding aus der Europäischen Kampagne gegen die sogenannte «Responsible Soy» (ECVC, Friend of the Earth, GMwatch, A Seed Europe, Combat Monsanto, unw.)

Gentechsoja in der Schweiz zu verfüttern wäre zwar nicht verboten, aber weil Migros und Coop und auch Swiss Garantie Gentechfreiheit verlangen, wird Gentechsoja nicht nachgefragt. Eine grosse Herausforderung ist die streng zu trennende Transportlogistik von GVO-Soja und gentechfreier Soja vom Produzenten über die Sammelstellen und Häfen bis zu den Futtermühlen in der Schweiz. Diese Massnahmen - Rückverfolgbarkeit, Analysen, Zertifizierung, Logistik, Mehrpreis Produzent - verursachen Mehrkosten von zurzeit etwa 5 Dollar pro Dezitonne. Bis vor kurzer Zeit stammte die Mehrheit der importierten Soja aus dem südlichen brasilianischen Bundesstaat Paraná, wo sich auch die dortige Bundesregierung darum bemüht hatte, Paraná als Produktionsstandort für gentechfreie Soja auf dem Weltmarkt zu etablieren. Obwohl der Anbau von Gentechsoja in Paraná verboten war, war fast die Hälfte der Soja dort gentechnisch verändert. Ein weiterer Beweis dafür, wie unmöglich es ist, GVO nach dem Dambruch bzw. der Freisetzung politisch zu kontrollieren. Entsprechend hoch waren die Probleme mit Verunreinigungen mit gentechnisch veränderter Soja, die aus Paraná kamen. Laut Klemenz befassen sich heute in Brasilien vielleicht noch ein halbes Dutzend hoch spezialisierter Firmen mit dem Sammeln, Verarbeiten und Exportieren von gentechfreiem Soja. Die Anbaugelände für gentechfreie Soja sind aber nordwärts gerückt (Goias, Mato Grosso), weil dort grössere Einheiten produziert und somit einfacher separiert werden können.

## IMPORTATION DE FOURRAGES (SUITE)

### Soja aus dem brasilianischen «Wilden Westen»

Der Mato Grosso ist ein riesiges Bundesland, in dem vor 15 bis 25 Jahren noch fast alles mit Urwald oder Baumsavannen bedeckt war. Es handelt sich also um ein Gebiet, das erst seit kurzer Zeit landwirtschaftlich genutzt wird. Zudem sind auch die Landbesitzverhältnisse noch viel konzentrierter als in Paraná, wo es immer noch eine beträchtliche Anzahl an kleinen und mittleren Bauernbetrieben hat und nicht alles dem Agrobusiness weichen musste. Im Mato Grosso hingegen kann man mit ein paar wenigen Grossbetrieben die Schweizer Nachfrage nach GVO-freiem Soja abdecken. So können einzelne Betriebe 30'000 Tonnen Soja nach Basler Kriterien liefern. Die Betriebsgrösse kann bis zu mehreren zehntausend Hektar gehen. Zu den Atlantikhäfen gelangt dieses Soja entweder 1'500 km weit per LKW oder per Fluss über die Häfen Santarem von Cargill oder Itacatiará von Maggi. Delikat daran ist, dass der Hafen Santarem illegal gebaut wurde und brasilianische Umweltorganisationen weiterhin seine Schliessung verlangen. Die Errichtung dieser wichtigen Infrastruktur hat in den ersten Jahren nach der Eröffnung des Hafens zu einer riesigen Abholzungswelle im Gebiet um Santarem geführt. Weiter zeigt sich auch, dass gentechfreie oder auch Biosoja für die Agrargiganten des Planeten durchaus auch interessante Nebengeschäfte sein können, wenn sich eine entsprechende Nachfrage manifestiert.



© idem

Der Hafen Itacatiará ist im Besitz der Gruppe Maggi. Die Familie Maggi ist die mächtigste Familie im Bundesstaat Mato Grosso, kontrolliert eine Anbaufläche von geschätzten 600'000 Hektar und verfügt über eine eigene Schiffsflotte und Hafenanlagen. Blairo Maggi war bis vor wenigen Jahren Gouverneur des Bundesstaates und erhielt 2005 die goldene Kettensäge von Greenpeace Brasilien überreicht als Auszeichnung für den grössten Waldvernichter. 2007 wurden in Mato Grosso 28 Anführer der Kaiowa-Guarani Indianer ermordet, weil sie der Ausweitung der Anbauflächen

für Soja oder Rinderweiden in ihren angestammten Territorien die Stirn boten. Aus der Sicht von Uniterre können diese Sojaimporte aus Brasilien, trotz Gentechfreiheit und Zertifizierung, nicht die Lösung sein. Es ist zu befürchten, dass sie sich sogar als Boomerang erweisen können. Welcher Konsument will schon in der Migros Heidemilch kaufen, wenn er statt einer heilen Bergwelt an lärmende Kettensägen denken muss. Strategisch kann es nur eine Linie geben. Die Milch- und Fleischproduktion muss möglichst auf die betriebseigene oder lokale Futterbasis abgestimmt werden. Das heisst konkret, dass Milch und Rindfleisch, sowie alle übrigen Wiederkäuerprodukte, auf Raufutterbasis produziert und die Produktion und der Konsum von Geflügel und Schweinefleisch reduziert werden sollte. Parallel dazu muss man dringend an einer politischen Lösung gegen die unsinnige Vernichtung wertvoller Futtermittel im Zuge eines fragwürdigen Hygienewahns arbeiten. Die Schlachtabfälle, wie auch die Reste aus der Gastronomie, müssen wieder (unter bestimmte Bedingungen) zurück in den Kreislauf. Der Ersatz von Schlachtabfällen durch Soja ist eine typische «Verschlimmbesserung» des Problems.



© idem

### Positive Anreize schaffen

Der Anbau von Futtergetreide und Eiweisssträgern in der Schweiz müsste sich für die Bauern und Bäuerinnen wieder lohnen. Deshalb hat Uniterre an der vom VKMB angeregten Diskussion über eine Lenkungsabgabe für Handelsfuttermittel gefallen gefunden. Eine solche Abgabe könnte es erlauben, die Milchproduktion vermehrt auf Raufutterbasis abzustellen, weil so gleichzeitig

auch das Mengenproblem und der damit einhergehende Preissturz gelöst werden könnte. Bis sich der Milchpreis aber auf dem von uns geforderten Niveau von einem Franken für den Liter A-Milch einpendelt, sollte die nicht gemolkene Milch mit diesem geöffneten Fonds entschädigt werden. In unserer Massnahme sind auch erhöhte Anbaubeträge für (Extensiv und BIO) Futtergetreide und Proteinpflanzen wie Soja, Eiweisserbsen, Ackerbohnen und Lupinen vorgesehen. Der Anbau von Eiweisspflanzen macht auch fruchtfolge-technisch viel Sinn, weil sie auch den Bedarf an Stickstoffdüngern für die Folgekultur weitgehend überflüssig macht. Eine solche Massnahme hat auch zum Ziel, die zwischenbetriebliche Zusammenarbeit von Bauernfamilien im lokalen Rahmen zu fördern, indem ein ackerbaulastiger Betrieb beispielsweise das Futter für einen Betrieb mit Schwerpunkt Tierhaltung produziert. In dieser ganzen Frage ist auch die Forschung gefordert, geeignete Pflanzen hervorzubringen, die auf Hofdüngerbasis vernünftige Erträge bringen und die Reihen schnell schliessen, um den Unkräutern möglichst nicht mit Herbiziden zu Leibe zu rücken.

Entscheidend aber wird einmal mehr die Kommunikation mit den KonsumentInnen sein. Wiederum sehen wir, dass wir von landwirtschaftlichen Fragen und Problemen ausgehend sehr schnell bei höchst komplexen, die Gesamtgesellschaft betreffenden und global vernetzten Herausforderungen gelandet sind. Und diese sind nur anzunehmen und zu bestehen, wenn wir den landwirtschaftspolitischen Rahmen sprengen und eine andere und bessere, weil gerechtere Welt vor Augen haben.

Reto Sonderegger

Traduction de cet article sur [uniterre.ch/Journal/traductions.html](http://uniterre.ch/Journal/traductions.html)

Campagne européenne contre le soi-disant «soja responsable»: <http://www.youtube.com/watch?v=a4hshc0U-fU>

### Agenda

**6 mai, 9h30:** comité Uniterre, Fribourg

**6 mai, dès 16h:** soirée de soutien au Référendum «Sauvons la plaine de l'Aire» Gavotte, Gd-Lancy

**7 mai, dès 14h:** CinémaAlimentation au Cinéma Lux des Breuleux (JU), 4 films de réflexion sur l'alimentation

et l'agriculture.

**4 juin:** Cropettes en campagne, rencontre ville-campagne, parc Cropettes, GE

**10 juin, Salavaux:** AG Uniterre Matin: cotisations à la défense professionnelle. Après-midi: AG

**21 juin:** 3è séance plateforme nationale souveraineté alimentaire, Berne

### A lire...

#### La propriété intellectuelle contre la biodiversité? Géopolitique de la diversité biologique»

Ouvrage collectif. PubliCetim No 35, CETIM, Genève, mars 2011. 224

Les pays du Sud recensent 80% des ressources naturelles mondiales, attisant la convoitise des sociétés transnationales. Celles-ci sont prêtes à tout pour se les approprier à coup de brevets et autres titres de propriété intellectuelle.

Pour tenter de pallier cette biopiraterie, la Convention sur la diversité biologique propose un «partage des bénéfices» entre ces firmes, les peuples autochtones et les pays du Sud.

Presque 20 ans après l'entrée en vigueur de cette Convention, ce partage est-il réellement «équitable» et «bénéfique» pour les peuples? Garantit-il la poursuite de l'innovation collective? La valorisation marchande de la nature permet-elle de protéger la biodiversité?

Dans les pays du Nord, les réglementations sur les semences ont eu pour effet de réduire la biodiversité agricole et la liberté des paysans. Cette situation vécue au Nord augurerait-elle de ce qui se passera dans le monde entier ces prochaines décennies? L'industrie semencière peut-elle remplacer le paysan dans son rôle de sélectionneur? Et qu'en est-il du maintien de la biodiversité animale agricole?

Ce livre montre en quoi le fait d'imposer des droits de propriété intellectuelle sur la biodiversité conduit à des conséquences dramatiques pour l'humanité et pose les questions suivantes: Y a-t-il des modèles alternatifs et participatifs de partage des ressources et des savoirs s'exerçant en dehors du marché et pouvant protéger efficacement la biodiversité, comme des modèles de type «open source»?

Quelques idées pour aider à repenser la logique de privatisation et de marchandisation de la nature et préserver les droits des paysans...

Ont contribué: Laurent Gaberell et Gonzalo Gosalves \* Shane Greene \* Guy Kastler Jack Kloppenburg et Eric Deibel \* Birgit Müller \* Silvia Ribeiro Antoine de Ruffray \* Chikako Takeshita \* Soolapani Usha, Radhakrishnan Sridhar et Karsten Wolff \* Saskia Vermeulen